

Réforme de l'État-providence Fallait-il ou pas écouter le FMI ?

La réforme du système des pensions fait toujours débat. Plusieurs voix s'élèvent pour commenter le choix du gouvernement de suivre cette recommandation du FMI. Haniff Peerun dénonce une influence excessive du FMI et de la Banque mondiale sur les décisions nationales, appelant à une gouvernance davantage centrée sur le peuple. À l'inverse, Amit Bakhtia insiste sur l'urgence d'une discipline budgétaire rigoureuse et sur les réformes nécessaires pour garantir un avenir socio-économique plus soutenable. Dan Maraye, lui, rappelle que toute réforme implique des sacrifices et que seule une vision à long terme permettra de protéger l'avenir du pays.

Christina Vilbrin-Le Bon - cvilbrin@medimedia.info

Le gouvernement a suivi certaines des recommandations du FMI dans le Budget 2025-2026 surtout celles liées à la pension et à la fiscalité. Qu'en pensez-vous ?

■ **Dan Maraye**, observateur économique et politique : « Certaines recommandations du FMI portent sur la pension et la fiscalité. Le gouvernement dispose de toutes les données nécessaires pour bien comprendre la situation. Ces dernières années, il y a eu des augmentations successives de la pension, motivées par des considérations purement politiques à court terme et sans réelle vision à long terme. Il est temps pour la fiscalité. C'est pourquoi le nouveau Budget prend en compte les recommandations du FMI. Plutôt que de s'attarder sur le passé, tournons-nous vers l'avenir. »

AMIT BAKHTIA :



Il était grand temps de nous engager dans une consolidation budgétaire sérieuse.

■ **Amit Bakhtia**, économiste et CEO d'Annuu - Il était grand temps de nous engager dans une consolidation budgétaire sérieuse et de nous recentrer sur la discipline financière. Il est urgent pour notre pays d'obtenir une revalorisation positive de sa note souveraine par Moody's et S&P, idéalement d'ici le début de l'année prochaine, à mesure que l'effet multiplicateur économique se va faire sentir dans les données officielles. La réforme des retraites était nécessaire, malgré un manque de sagesse dans la formule proposée et une communication désastreuse auprès de la population. Ce qui manque désormais, c'est la recapitalisation de la Banque de Maurice (ainsi qu'une sorte progressive et disciplinée de la MLC de ses comptes), de même que celle de plusieurs organismes publics et SPV. Ensuite, des changements structurels et un renforcement du cadre de politique monétaire pourraient suivre. »

■ **Haniff Peerun**, syndicaliste : « On a l'impression que ce sont le FMI et la Banque mondiale qui dictent aujourd'hui la politique monétaire à Maurice, comme elles l'ont fait dans certains pays africains. Or, partout où ces institutions mettent leur nez, les pays en sortent souvent affaiblis. Je ne comprends pas cette obsession à suivre leurs recommandations à la lettre. Le destin du pays devrait rester entre nos mains. Pourquoi ce gouvernement refuse-t-il de gouverner en concertation avec le peuple ? C'est le peuple qui lui a accordé sa légitimité, pas le FMI, la Banque mondiale ou Moody's. À ce que je sache, aucun d'eux n'a voté aux élections. »

■ **Dan Maraye** : « Il faut se rappeler qu'il y a eu des dévaluations successives, en 1979 puis en 1981. Ces dépréciations étaient devenues nécessaires après la forte hausse du prix du baril de pétrole en 1973-1974, qui avait entraîné un choc économique. À l'époque, nos réserves de devises dépendaient exclusivement des exportations du sucre. Sans ces dévaluations, le miracle économique n'aurait sans doute jamais eu lieu et notre économie serait probablement restée l'une des plus faibles de la région. Même certains pays européens traversaient alors de graves difficultés, je n'en soursiens bien, car j'étudiais à Londres à cette époque. Ces dévaluations ont finalement été bénéfiques. Certes, le gouvernement de 1982 avait refusé les propositions du FMI, mais le pétrole a tout de même marqué un tournant décisif. C'est en 1982 qu'a été introduite la TVA, qui a généré des recettes fiscales importantes. Puis, en 1983, le gouvernement MSM/TcP-M2 - composé de fortes personnalités - a posé les bases de deux nouveaux piliers économiques : le textile et le tourisme. Cela a permis de diversifier notre économie, de réduire les dépenses supplémentaires et de réduire notre dépendance vis-à-vis du sucre. »

Au début des années, 80 alors que le pays était dans une vraie crise économique, enregistré un taux de chômage de 17 % et ayant subi notamment deux dévaluations de la roupie, sir Anerood Jugnauth s'était fortement opposé aux mesures d'austérité du FMI. Il avait eu raison, car, quelques années plus tard, le pays connaissait son premier miracle économique. Pouvez-vous revenir sur cet épisode de notre histoire ?

■ **Amit Bakhtia** : « Le choc international des années 1970-80 était alors totalement différent : nous étions au tout début de la mondialisation économique, de la libéralisation complète de notre système bancaire et offshore, ainsi que de la diversification de notre économie vers des secteurs totalement nouveaux. Aujourd'hui, la situation a profondément changé à bien des égards : les politiques publiques à adopter pour construire un nouveau Maurice doivent être différentes, alternatives, et même et extrêmement progressistes. »

DAN MARAYE :



Sans les dévaluations de la roupie, le miracle économique n'aurait sans doute jamais eu lieu.

■ **Haniff Peerun** : « Anerood Jugnauth a su tenir tête au FMI, même sous forte pression. Il n'a pas cédé à leurs diatribes et a pris ses décisions en toute indépendance, en concertation avec le peuple. Il n'a pas négligé le vieil et vis imposé de

mesures d'austérité sévères, et pourtant, le pays a réussi à progresser. Nos dirigeants doivent avoir le courage pour dire non à ces idées utiles que sont le FMI et la Banque mondiale, qui imposent une véritable agression financière au peuple. »

■ **Dan Maraye** : « Il faut se rappeler qu'il y a eu des dévaluations successives, en 1979 puis en 1981. Ces dépréciations étaient devenues nécessaires après la forte hausse du prix du baril de pétrole en 1973-1974, qui avait entraîné un choc économique. À l'époque, nos réserves de devises dépendaient exclusivement des exportations du sucre. Sans ces dévaluations, le miracle économique n'aurait sans doute jamais eu lieu et notre économie serait probablement restée l'une des plus faibles de la région. Même certains pays européens traversaient alors de graves difficultés, je n'en soursiens bien, car j'étudiais à Londres à cette époque. Ces dévaluations ont finalement été bénéfiques. Certes, le gouvernement de 1982 avait refusé les propositions du FMI, mais le pétrole a tout de même marqué un tournant décisif. C'est en 1982 qu'a été introduite la TVA, qui a généré des recettes fiscales importantes. Puis, en 1983, le gouvernement MSM/TcP-M2 - composé de fortes personnalités - a posé les bases de deux nouveaux piliers économiques : le textile et le tourisme. Cela a permis de diversifier notre économie, de réduire les dépenses supplémentaires et de réduire notre dépendance vis-à-vis du sucre. »

Certains observateurs disent que le gouvernement utilise la vieille rhétorique « there is no alternative » (TINA) pour imposer la réforme des pensions. Vos commentaires ?

■ **Haniff Peerun** : « Lorsqu'un gouvernement affirme qu'il n'a pas d'autre choix, cela reflète non seulement de la paresse, mais aussi un manque de compétence pour identifier des alternatives. Il opère systématiquement pour la solution la plus facile. Pourtant, un moyen évident de soulager les finances publiques serait de réduire les dépenses gouvernementales. Mais force est de constater que ce gouvernement - comme les autres gouvernements avant lui - ne montre aucune volonté dans ce sens. Il suffit de consulter le rapport de l'Audit : durant ces années, les mêmes abus sont constatés, sans aucune mesure concrète ne soit prise. Des milliards de roupies continuent d'être versés en pensions à des personnes décédées. Ce gouvernement ne semble pas avoir les compétences voulues pour générer des revenus de manière durable. Prenez un exemple simple : tous les gouvernements parlent d'autosuffisance alimentaire, mais de nombreux terrains agricoles restent inexploités. Il prendrait du temps, nous continuons à importer des légumes, du lait, de la viande. Idem pour le sel et le poisson alors que nous sommes entourés de mer. Même le sucre, que nous produisons, est importé. Nos dirigeants donnent parfois l'impression de suivre la triste exemple de certains pays africains où les politiques au pouvoir aiment quand le peuple souffre et n'intervient qu'à l'approche des élections. »

HANIFF PEERUN :



Un moyen évident de soulager les finances publiques serait de réduire les dépenses gouvernementales.

■ **Dan Maraye** : « Il existe toujours des alternatives, mais elles sont souvent plus difficiles à mettre en œuvre et plus douloureuses pour l'ensemble de la population, en particulier pour les plus vulnérables. Le gouvernement a donc fait un choix, en tentant compte de ces

réalités. Ce qui est clair, c'est que le gouvernement agit aujourd'hui avec une vision à long terme pour l'économie du pays. Et un politicien responsable s'est senti l'obligation de faire passer la vérité : les politiques, qui malheureusement ne s'intéressent pas à l'avenir, mais à leur popularité et leur

■ **Amit Bakhtia** : « Dans un État démocratique, la liberté d'expression et le partage d'opinions ou de perceptions constituent un droit humain fondamental. Cette liberté s'accroît au moment d'un devoir de responsabilité de la parole mesurée, dit-on. Cher Anneau, nous plaidons en faveur de ces réformes depuis plusieurs années. Nous restons convaincus que la rigueur budgétaire et monétaire, le désengorgement du marché des changes et une attention accrue aux infrastructures publiques essentielles ouvriront la voie à une prospérité socio-économique plus durable. Nous concilierons austérité, croissance et équité pour que les citoyens restent probablement un défi insurmontable. Il est rare d'obtenir le meilleur des deux mondes. »

réélection. Ce type d'approche nuit profondément au pays, quel que soit le parti au pouvoir. Un politicien responsable se soucie toujours des générations futures. Il faut aussi rappeler une vérité fondamentale : il n'y a jamais eu de gains sans discipline, et sans certains sacrifices. »

Dependence des prescriptions du FMI est-elle la seule solution pour faire avancer le pays ?

AMIT BAKHTIA :

Discipline budgétaire et d'une ouverture vers un avenir socio-économique meilleur

■ **Amit Bakhtia** : « Non, il ne s'agit pas de dépendance, mais bien d'une discipline budgétaire et d'une ouverture vers un avenir socio-économique meilleur et plus soutenable. »

■ **Dan Maraye** : « D'autres solutions sont bien plus dures. »

■ **Dan Maraye** : « Non, il existe d'autres solutions, mais elles sont bien plus dures et risquent d'avoir vers nous un impact sévère, surtout sur ces ceux qui se trouvent au bas de l'échelle. »

Des syndicalistes et des membres de la société civile voient d'un mauvais œil ces recommandations. Pourquoi le FMI est-il aussi impopulaire au sein de la population ?

■ **Dan Maraye** : « Le FMI a toujours été impopulaire, pas seulement aujourd'hui mais depuis toujours, précisément parce qu'il prône la discipline budgétaire et une vision à long terme. Concernant la réforme des pensions, je pense que le gouvernement doit impérativement revoir le système pour ceux qui perçoivent simultanément une pension de vieillesse et une pension basée sur leur carrière professionnelle. Cela représente un véritable fardeau pour les finances publiques. Il faut commencer par le sommet de la hiérarchie. Plusieurs politiques perçoivent déjà une pension d'ici et ceux mandats consécutifs. À cela s'ajoute une pension supplémentaire et ils ont occupé le poste de Premier ministre ou de leader de l'opposition. Et en plus de cela, ils touchent la pension de vieillesse. Prenons aussi l'exemple de la fonction publique. Un haut fonctionnaire peut cumuler la pension de vieillesse avec la pension de retraite d'ancien secrétaire permanent et une autre en tant qu'ancien Senior Chief Executive. Ce système de pensions multiples n'est pas soutenable. Il faut revoir le système. On ne peut plus tolérer indéfiniment le versement de pensions doubles, voire triples. »

■ **Dan Maraye** : « Le FMI a toujours été impopulaire »

■ **Amit Bakhtia** : « Vraiment, le manque d'explications et de communication est une reconnaissance de leur rôle dans le système bancaire et financier mondial, et par extension au niveau national. Cela dit, il ne faut pas généraliser, mais plutôt chercher à améliorer la situation. »

■ **Amit Bakhtia** : « Il ne faut pas généraliser, mais plutôt chercher à améliorer la situation. »

■ **Haniff Peerun** : « Le FMI et la Banque mondiale sont souvent impopulaires auprès de la population et des travailleurs, car elles préconisent des mesures d'austérité qui les touchent directement. En revanche, ces institutions bénéficient généralement du soutien du patronat et des milieux d'affaires. D'ailleurs, Business Mauritius a publiquement appuyé la réforme des pensions. »

Ça fait débat

Ces 5 recommandations du FMI intégrées dans le Budget

Fallait-il suivre ou ne pas suivre les recommandations du FMI ? La question fait débat depuis la récente publication du rapport de l'Article IV Consultation et du document « Selected Issues » du Fonds monétaire international. Ces documents renferment une série de recommandations reprises par le gouvernement dans le Budget. L'une de ces prescriptions est le très controversé relèvement de l'âge de l'éligibilité à la pension de vieillesse de 60 ans à 65 ans.

Christina Vilbrin-Le Bon - c.vilbrin@defimedia.info

1 Relèvement de l'âge d'éligibilité à la pension de vieillesse de 60 à 65 ans

Le FMI recommande cette mesure en raison du poids croissant des dépenses liées aux pensions, qui représentent environ 7,5 % du PIB — un niveau jugé élevé et difficilement soutenable à long terme. Le relèvement de l'âge d'éligibilité permettrait ainsi d'économiser jusqu'à 1,7 % du PIB à terme, selon le FMI. Une recommandation que le gouvernement a appliquée à la lettre. Cependant, face à l'impopularité de cette mesure, deux comités ont été mis en place pour étudier la mise en œuvre de soutiens financiers ciblés.



La réforme des retraites est « long overdue » selon les actuelles et d'autres spécialistes de la question.

2 Suppression des Home Ownership et Home Loan Payment Schemes

Ces deux dispositifs — le Home Ownership Scheme (remboursement de 5 % à l'achat d'un bien immobilier) et le Home Loan Payment Scheme (remboursement de 5 % sur un prêt immobilier) — prendront fin le 30 juin 2025, peut-on lire dans les documents du Budget. Selon le FMI, leur suppression permettrait de réduire les dépenses publiques de 0,7 % du PIB et contribuerait à renforcer la stabilité financière.

3 Abolition de l'Independence Scheme

Le FMI a également recommandé de mettre fin à certaines aides comme l'Independence Scheme, qui représente 0,06 % du PIB. Le gouvernement a annoncé dans le Budget que cette allocation sera supprimée à partir du 1^{er} juillet 2025, sauf pour les jeunes de 18 ans issus de ménages inscrits au registre social.

4 Seuil de la TVA abaissé à Rs 3 millions pour les entreprises

Dès le 1^{er} octobre 2025, le seuil d'enregistrement obligatoire à la TVA passera de Rs 6 millions à Rs 3 millions de chiffre d'affaires annuel. Cette mesure du Budget, alignée sur les recommandations du FMI, suscite des inquiétudes parmi les PME, en raison du poids administratif et des coûts supplémentaires. « Selon le World Bank's 2023 Enterprise Survey, abaisser ce seuil à Rs 3 millions ferait entrer environ 10 % d'entreprises supplémentaires dans le champ de la TVA. Cela permettrait de générer environ Rs 4 milliards de recettes supplémentaires, soit environ 0,6 % du PIB. Une telle réforme maintiendrait environ 15 % des entreprises en dehors du régime de TVA, ce qui contribuerait à limiter les impacts sociaux et à préserver les plus petits acteurs économiques », indique le FMI.

5 Retour du droit d'accise sur les voitures électriques

Lors de son Grand oral, Navin Ramgoolam avait déclaré : « L'augmentation du nombre de voitures dépasse notre capacité à développer notre réseau routier et provoque de graves embouteillages avec toutes les conséquences qui en découlent. De plus, l'augmentation des importations de voitures devrait représenter une ponction de plus de Rs 20 milliards cette année sur nos réserves de devises étrangères, ce qui pèsera lourdement sur notre balance commerciale. Pour résoudre ces problèmes critiques, le droit d'accise sur les véhicules hybrides et électriques sera réintroduit. » Une mesure qui a pris effet dès le lendemain du Budget, soit le 6 juin 2025.

Un compromis entre expertise recommandée et adaptations pertinentes

« Le FMI est souvent perçu comme une entité imposant des mesures austères. Or, cette fois, il n'y a ni condition financière ni perte de souveraineté. Ses recommandations techniques ont été sélectionnées et adaptées à la réalité mauricienne. Le gouvernement demeure maître des choix politiques, comme en 1982 », indique un observateur. Il fait le parallèle avec les années 80. « En 1982, le Premier ministre sir Anerood Jugnauth, confronté à un chômage de 17 % et à des dévaluations, a engagé Maurice dans un dialogue contrôlé avec le FMI. Bien que le gouvernement ait résisté à certaines mesures d'austérité, il a finalement appliqué la grande majorité des recommandations, assurant l'accès essentiel au financement extérieur — catalyseur du premier « miracle

économique » mauricien. Ce modèle guide aujourd'hui l'approche actuelle : coopérer sans se soumettre », soutient notre interlocuteur. Selon l'observateur, le Budget 2025/26 illustre une stratégie qui combine écoute technique et souveraineté politique. « Il s'agit d'un compromis judicieux entre expertise recommandée et adaptations pertinentes », ajoute-t-il. Il insiste au passage qu'aucune réforme n'est inévitable. « L'important est de faire le meilleur choix selon les priorités nationales. Ici, la réforme vise à garantir dignité aux retraités actuels sans pénaliser la génération future et à appliquer une réforme de fond, plus équitable et responsable, qui est une voie privilégiée pour conjuguer vie digne aujourd'hui et soutenabilité demain », a-t-il conclu.

Vs



Un rejet populaire manifesté à travers des pancartes contre le FMI

« Travaayer pa kourbe devan gro kapital IMF, Moody's... pa tous nou welfare state », « FMI go home »... Autant de messages brandis par des manifestants dans les rues de Rose-Hill et Port-Louis le samedi 21 juin pour protester contre la réforme des pensions. La mesure, recommandée par le FMI et reprise dans le Budget, passe difficilement. Les pancartes brandies en disent long sur le rejet populaire. Les syndicalistes, eux aussi, ont dénoncé le fait que le gouvernement a suivi cette ligne, rappelant qu'il a été élu par le peuple, pas par le FMI.